

Recherches sociographiques



Pierre HAMEL et Yves BÉLANGER (dirs), *Québec 2000. Quel développement?*

Simon Langlois

Volume 35, Number 1, 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056830ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056830ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Langlois, S. (1994). Review of [Pierre HAMEL et Yves BÉLANGER (dirs), *Québec 2000. Quel développement?*]. *Recherches sociographiques*, 35(1), 99–100.
<https://doi.org/10.7202/056830ar>

Il est par ailleurs certain qu'à moins de 40\$, cet ouvrage de qualité connaîtra aussi une diffusion dans un large public.

LUC THÉRIAULT

*Département de sociologie,
Université de Toronto.*

Pierre HAMEL et Yves BÉLANGER (dirs), *Québec 2000. Quel développement?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992, 228 p. («Études d'économie politique», 8.)

Cet ouvrage, qui regroupe des textes présentés lors d'un colloque organisé par l'Association d'économie politique, porte avant tout sur le développement économique et l'emploi. L'ouverture internationale de l'économie, l'enjeu continental et la mondialisation constituent les thèmes centraux du livre. On y trouve des données pertinentes et un exposé clair des thèses en présence sur un grand nombre d'aspects. Les synthèses proposées par Mario POLÈSE sur l'ouverture internationale de l'économie du Québec, par Diane BELLEMARRE sur les modèles de développement, par Maurice SAINT-GERMAIN sur le commerce extérieur québécois, par Yves BÉLANGER et Dorval BRUNELLE sur la politique québécoise dans le contexte nord-américain et par Yves BÉLANGER sur l'intégration de la base industrielle de défense du continent sont stimulantes et font bien le point sur chacune des questions.

Cela dit, le développement dont il est question dans le titre de l'ouvrage collectif paraît plutôt limité aux dimensions macrosociologiques et restreint à la croissance quantitative. Dans un article fort bien documenté, clair et bien écrit, Diane-Gabrielle TREMBLAY souligne que le développement, c'est plus que la croissance. «Alors que la croissance ne renvoie qu'à une dimension quantitative (hausse du PIB), le développement comporte une dimension qualitative qui implique des préoccupations associées à la répartition des richesses (et non seulement à leur augmentation) ainsi qu'au contenu de l'augmentation de la production (PIB)» (p. 130). Malheureusement, cette dimension qualitative est négligée. Nous nous attarderons sur trois articles qui abordent la question du développement dans cette perspective.

Le premier, celui de Diane-Gabrielle TREMBLAY, s'attache à définir et à interpréter les notions de diversification, précarisation et flexibilité du travail. Elle parvient à présenter, sans jargon compliqué, des concepts qui ne sont pas toujours distingués adéquatement dans les débats publics. Elle conclut à la nécessité d'une réorganisation des entreprises et d'une intervention de l'État pour trouver des solutions aux problèmes d'emplois. Curieusement, l'auteure est muette sur la nécessaire mutation du syndicalisme.

Andrée FORTIN a rédigé le seul chapitre sur les dimensions sociologiques du développement, chapitre qui se rapproche le plus de la dimension qualitative soulignée plus haut et dont on déplore la faiblesse dans le collectif. Son texte embrasse large: l'effervescence de la société civile, les nouvelles solidarités, les luttes sociales, les nouveaux

mouvements sociaux, les nouveaux intellectuels. Pour elle, les enjeux sociétaux sont nombreux, dans le contexte global décrit par ses collègues, mais les débats se font rares et surtout, ils sont fractionnés. Les intellectuels sont plus nombreux, certes, mais ils sont moins visibles, écrit-elle. « Leur parole se perd dans un bruit de fond » (p. 172). En fait, ajoute-t-elle, c'est leur rôle privilégié d'experts, de détenteurs d'un savoir transcendant et d'acteurs politiques qui a changé entre les années 1960 et 1990.

L'article de Pierre-André JULIEN sur le nouvel équilibre entre les PME et les grandes entreprises aborde un aspect essentiel du développement au Québec: l'importance qu'y prennent les petites et moyennes entreprises. L'accent y est mis sur les mutations que connaissent ces dernières et sur le type de développement qu'elles favorisent, en comparaison avec celui entraîné par les grandes entreprises. Une nouvelle image de la petite entreprise apparaît à la lecture de ce chapitre. Celles-ci sont, notamment, des lieux importants d'innovation. Julien a bien cerné les forces et les faiblesses des PME et son texte va bien au-delà de certaines idées reçues.

L'édition de l'ouvrage laisse à désirer (la page 160 est imprimée en double et il n'y a ni conclusion ni index). En revanche, ce livre est une référence très utile sur une question d'une grande actualité et plusieurs chapitres s'avèrent pertinents pour comprendre les enjeux actuels du développement économique et les problèmes de l'emploi au Québec.

Simon LANGLOIS

*Département de sociologie,
Université Laval
et Institut québécois de recherche sur la culture.*

Marcel BELLAVANCE, *Le Québec et la confédération: un choix libre? Le clergé et la constitution de 1867*, Québec, Septentrion, 1992, 209 p.

Le livre de Marcel Bellavance traite de l'influence du clergé dans la vie politique à l'occasion de l'adoption de la confédération de 1867. C'est l'un des mérites de cet ouvrage que de contribuer à renouveler le questionnement sur cet aspect de notre histoire politique qui, paradoxalement, n'avait jamais encore suscité d'étude spécialisée de grande envergure. Ce renouvellement n'implique pas nécessairement la révision de thèses déjà anciennes, mais plutôt leur confrontation à d'autres modes de vérification, à d'autres méthodes. Le but que s'est assigné l'auteur est « d'aller plus loin » que ne l'avait fait l'historiographie politique traditionnelle (narrative) et de mesurer le plus exactement possible l'influence du clergé des paroisses lors de l'élection de 1867. Cette mesure se fera en recourant aux méthodes de l'histoire quantitative et comparative ainsi que de la sociologie électorale.

L'organisation de la démonstration est des plus classiques. L'auteur commence par définir les cadres théorique, historiographique, géographique et social de son étude. Étant donné l'importance qu'il semble accorder aux considérations d'ordre méthodologique, on aurait aimé qu'il ne nous épargnât pas les détails et que cette première partie de son ouvrage